

# Document

## Un plan de sauvetage européen à 320 milliards. (23.02)

**JDF – 22.02**

Venir en aide aux pays en difficulté, comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande coûterait l'équivalent de 3,5% du PIB la zone euro, selon un économiste de BNP Paribas.

Pas de demi-mesure, tel est le secret d'un plan de sauvetage réussi. Suivant cette règle, Paul Mortimer-Lee, économiste chez BNP Paribas, estime qu'il faudrait déboursier 320 milliards d'euros pour venir en aide aux cruellement dénommés «PIGS» (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne). *«Il faut que le plan de soutien soit suffisamment imposant pour donner suffisamment d'oxygène aux pays visés afin qu'ils se relèvent (...) et afin de faire sortir du bois les spéculateurs et de reconforter les crédateurs»*, écrit l'économiste dans une note.

D'après les rumeurs de marché, un éventuel plan de sauvetage pour la seule Grèce coûterait 20 milliards d'euros. Insuffisant, d'après l'économiste de BNP Paribas : 20 milliards, c'est le montant des sommes allouées à la Hongrie et à la Roumanie, soit aux alentours de 20% du produit intérieur brut de ces pays. Appliqué à la Grèce, le même ratio équivaut à 50 milliards d'euros, 35 milliards, à pour l'Irlande et à 30 milliards pour le Portugal. Le sauvetage le plus cher concernerait l'Espagne, avec une enveloppe de 200 milliards d'euros.

Car, *«pour mettre en place un plan qui ait une chance raisonnable de réussir, il faut venir en aide à tous les pays en difficultés»*, avertit Paul Mortimer-Lee. L'enveloppe totale de 320 milliards d'euros représenterait au final 3,5% du PIB de la zone euro, ou encore trois fois le déficit budgétaire allemand. Si la situation se corse, il semble que les pays de la zone n'auront guère le choix, vu l'imbrication des économies européennes.

Pour l'instant, aucun responsable politique ne parle d'un plan de sauvetage financier. L'Europe se contente de déclarations de soutien. Comme le relève l'économiste, *«les paroles ne coûtent rien»*. Il faut espérer que le poids des mots seul suffira à calmer les marchés.